Organisation internationale pour les migrations

Septembre 2005

MIGRATIONS

Rédacteur en chef :
Jean-Philippe Chauzy

Rédacteurs :
Christopher Lom, Jemini Pandya, Niurka Piñeiro

Collaborateurs :
Le personnel de l'OIM dans le monde entier

Comité de rédaction :
Gervais Appave, Laurentiu Ciobanica, Jill Helke, Michele Klein Solomon, Frank Laczko, Robert Paiva, Yorio Tanimura, Erica Usher

Mise en page :
Angela Pedersen

Traduction :
Dominique Bourdenet et Marianne Sirgent

Photo de couverture :
Écoliers à Port-au-Prince

© Daniel Pepper 2005

Migrations est publié tous les trois mois en anglais, français et espagnol. Pour tout renseignement et toute correspondance, s'adresser à :

Organisation internationale pour les migrations
C.P. 71, CH 1211 Genève 19, Suisse
Tél : +41.22.717 91 11
Fax : +41.22.798 61 50
E-mail : info@iom.int

L'OIM croit fermement que les migrations organisées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires au sein de la communauté internationale afin de résoudre les problèmes pratiques de la migration ; de mieux faire comprendre les questions de migration ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

ISSN 1813-2855

Migrations est disponible sur l'Internet :

http://www.iom.int

Sommaire

Périple mémorable pour les déplacés soudanais 3
Le journal de Bill 5
Un gang d'une autre trempe 8
Chassés de chez eux par le tsunami, ils reviennent au pays et reconstruisent 12
Aider les enfants à reprendre le chemin de l'école 14
La migration et les Objectifs du Millénaire pour le développement 16
L'enfance écorchée : Yémen 18
La Thaïlande aux prises avec les coûts et les avantages de la migration 20
Les migrants invisibles : Migrations internes, développement et lutte contre la pauvreté en Asie 22

© Daniel Pepper 2005

Un membre de l'Armée pelle répare un filet de but sur un terrain de football à Martissant, Port-au-Prince.

Pour de plus amples informations sur les travaux de l'OIM dans le cadre de l'Initiative pour la transition en Haïti, consultez la page 8.

Périple mémorable
pour les déplacés soudanais

Par Alexis Masciarelli, BBC Nairobi

© Alexis Masciarelli/BBC Nairobi, 2005

Un peu plus de trois mois après la signature d'un accord de paix mettant fin à 21 ans de guerre civile, 5 000 déplacés internes soudanais se lancent dans un voyage épique, à travers forêt vierge et marécages, pour rentrer à pied chez eux, dans le sud-ouest du pays.

Un périple qui se traduit également par une course contre la montre, pour devancer les fortes pluies de juillet qui risquent de bloquer leur avancée. Dans le cadre de l'« opération de sauvetage » lancée en collaboration avec plusieurs agences, l'OIM a accompagné ce groupe pour fournir les secours médicaux et acheminer les personnes trop faibles pour marcher.

Soudain, les battements réguliers des haches et des machettes sur le bois dur se taisent. Des cris d'avertissement résonnent dans la jungle : c'est un nouvel arbre qui s'abat, un pas de plus sur le chemin du retour pour ces Soudanais qui ont dû fuir leurs villages dans la province occidentale de Bahr El Ghazal.

Pendant quatre ans, tous ont vécu en exil, dans un camp de déplacés internes à Mabia, une petite ville au sud de Tambura, dans la province d'Equatoria, près de la frontière avec la République centrafricaine et la République démocratique du Congo.

Une petite équipe de personnes se fraye un chemin à travers l'épaisse forêt tropicale. Elles font partie d'un groupe nettement plus important d'environ 5 000 déplacés internes, qui ont décidé, mi-avril, de regagner leur domicile dans les districts de Raga et de Wau. Une épopée de quelque 350 kilomètres.

Cette équipe de « coupeurs », une trentaine d'hommes et de femmes, y compris de jeunes mères portant leurs enfants dans le dos, accomplit un travail de titan : elle est chargée d'ouvrir la voie pour les plus vulnérables, incapables d'effectuer le voyage à pied.

Les « vulnérables » voyagent à bord de camions mis à disposition par l'OIM : ce sont des jeunes mères avec leurs nourrissons, des vieillards et des handicapés, dont plusieurs victimes de la cécité des rivières, particulièrement répandue dans cette région du sud-ouest soudanais.

Bravant les moustiques et les mouches tsé-tsé, les « coupeurs » ont abattu des milliers d'arbres et soulevé d'énormes troncs pour construire des ponts sur les rivières en crue et au travers des marécages. Au bout de sept semaines de marche ralentie, le groupe est à peine à mi-parcours.

Alors pourquoi avoir choisi de s'aventurer sur un terrain aussi difficile ?

De gauche à droite :
Hamida et ses deux jeunes enfants.
Se frayer un chemin à travers la forêt.
Le pont sur la rivière Busseri.

© Alexis Masciarelli/BBC Nairobi 2005

« Nous avons décidé de prendre un raccourci », explique Kamil Wana, ancien administrateur du district de Raga, à présent à la tête d'une équipe de « coupeurs ». « C'était plus sûr pour nous. La route que nous avons empruntée il y a quatre ans a été minée par les forces gouvernementales. La route principale passant par Wau est minée elle aussi et de nombreux ponts ont été détruits pendant la guerre. C'est pourquoi nous avons décidé de couper à travers la forêt et les marécages. Mais les pluies ont rendu notre progression difficile. Parfois, nous n'avançons que d'un kilomètre par jour. »

« La route principale passant par Wau est minée et de nombreux ponts ont été détruits pendant la guerre. C'est pourquoi nous avons décidé de couper à travers la forêt et les marécages. »

Vers 18h30, le crépuscule s'installe. D'énormes volutes de nuages s'amoncellent dans le ciel du soir, annonçant de nouveaux orages et de fortes pluies.

Chacun se hâte de rentrer au camp après ses activités de la journée : abattage des arbres, chasse, pêche ou cueillette dans la forêt. « Le plus dur, c'est de passer la nuit sous les pluies diluviennes », affirme Stanley Jonah Tanar, qui voyage avec sa femme et ses six enfants. « Les pluies apportent le paludisme et beaucoup de gens souffrent de diarrhées car ils boivent directement l'eau des ruisseaux. En revanche, il est assez facile de trouver à manger. Nous pêchons et nous chassons du gibier : des sangliers et des buffles. La forêt est aussi pleine de fruits et de baies comestibles. »

Les pluies torrentielles de la nuit ont transformé le camp, dressé près des berges de la rivière Busseri, en une mare de boue. Les familles s'abritent sous des branchages ou des bâches en plastiques. Des moments éprouvants pour tous.

Au matin, plusieurs petits groupes de femmes et d'enfants parviennent à traverser la rivière Busseri sur un pont de fortune en bois construit par les déplacés. L'un des camions de l'OIM qui devait les transporter pour traverser la rivière est resté enlisé dans un torrent de boue.

« Rien ne nous empêchera de rentrer chez nous. Il y a toujours une solution pour surmonter les obstacles. S'il le faut, nous traverserons les rivières à la nage ! »

Hamida Abdulrazik a 20 ans. Cette jeune mère avec ses deux enfants transporte sa fille nouveau-née sur son dos, en plus du ballot fixé sur sa tête. La petite Aisha est née pendant le voyage.

« L'accouchement a été très difficile », se souvient Hamida, assise sous une bâche, en train de faire cuire une poignée de sorgho. « Le travail a duré six heures. Heureusement qu'il y avait des sages-femmes dans le groupe. Mais notre enfant est en bonne santé, je suis contente. »

Son mari est resté de l'autre côté de la rivière pour s'occuper de leurs deux autres enfants et de sa mère âgée. « Quand nous arriverons enfin à Raga, j'espère vraiment pouvoir retrouver quelques membres de notre famille, raconte Hamida. Cela fait quatre ans que nous ne les avons pas vus. J'espère qu'ils pourront nous aider. »

À côté d'Hamida sont assis Lino Ugali, 42 ans, et son fils Lawrence, 13 ans. « Rien ne nous empêchera de rentrer chez nous. Il y a toujours une solution pour surmonter les obstacles. S'il le faut, nous traverserons les rivières à la nage ! »

Une remarquable leçon d'optimisme, si l'on considère que cette odyssée a été précédemment marquée par une tragédie. Juste après le départ de Mabia du groupe de déplacés, un camion local transportant des familles s'est retourné sur un pont, écrasant 23 personnes.

Aujourd'hui, après 21 ans de guerre civile, tout le monde espère pouvoir se reconstruire une vie nouvelle au Sud-Soudan. Tous ont pour seule ambition de trouver un logis et du travail. Un retour à une vie plus ou moins normale.

Le journal de Bill

Bill Lorenz, Aden Guliye, Andrew Gethi et Abbass Ahmed étaient les quatre membres de l'équipe de l'OIM chargée d'accompagner et d'aider un groupe de déplacés internes dans le périple qu'ils ont entrepris cet été au Sud-Soudan. Ce texte est un résumé du journal que Bill Lorenz a tenu pour la BBC durant la dernière partie de ce voyage.

mercredi 29 juin

4 heures du matin : je suis réveillé par un martèlement sonore et rythmé. Il me faut quelques secondes pour comprendre d'où cela vient. Ce sont les femmes qui pilent le maïs et le sorgho pour faire de la farine.

Cela fait maintenant 52 jours que nous avons rejoint le groupe. Une éternité, me semble-t-il.

La nouvelle nous parvient que le groupe avancé a parcouru les 15 premiers des 42 kilomètres qui nous séparent encore du prochain camp.

Hier soir, nous avons tenu une réunion avec les anciens de la communauté. Un plus grand nombre de personnes valides devront marcher, car les camions doivent être réservés à ceux qui ne sont pas en condition. Le message semble être passé. Ce matin, beaucoup sont partis à pied.

J'ai parlé avec Andrew et Abbas, deux membres du personnel de l'OIM, bloqués à l'arrière dans les marécages avec un nouveau ravitaillement en carburant. Sans carburant, impossible d'aller nulle part. Je m'inquiète aussi pour mes collègues, mais nous avons un bon contact radio, ce qui me rassure. Ils me disent avoir dû reconstruire un pont en chemin et franchir deux autres secteurs inondés avant de se heurter à ce nouvel obstacle.

Cette nouvelle m'inquiète aussi pour d'autres raisons. Les pluies rendent impraticables les 200 kilomètres de la route construite pour assurer ce périple depuis notre départ de Tambura, en mai dernier. Notre ravitaillement dépend de cette route. J'espère vraiment que le carburant arrivera ce soir.

lundi 4 juillet

Enfin ! Notre approvisionnement en carburant est assuré ! Mais, un autre problème surgit : les tentatives pour dégager le camion embourbé la semaine dernière dans les marécages ont rendu inutilisable l'un de nos gros camions à six roues.

Aujourd'hui, avec les anciens, nous avons mis en place un nouveau système pour identifier les personnes les plus vulnérables du groupe. Les camions doivent être allégés. En fait, toute cette expérience m'a donné à réfléchir… Comment définir la vulnérabilité ? Face à un vieillard aveugle ou une mère avec son nourrisson, c'est facile. Mais que faire ensuite avec le reste de la famille ? Quelle que soit la définition qu'on en donne, cela pose un vrai dilemme.

Aujourd'hui, les deux derniers kilomètres jusqu'à Kuru seront dégagés. Le groupe de tête ouvrant la voie comprend 115 hommes. Quinze hommes jalonnent une route de 3 à 4 mètres de large, juste assez pour faire passer les camions, pendant que deux équipes de cinquante abattent les arbres.

On me dit que les travaux sur la prochaine voie – de Kuru à Yakap – ont déjà démarré et que deux ponts sont en cours de construction en amont de Yakap, où nous avons prévu de faire halte dans deux jours.

La nourriture n'est pas un problème. Ici, tout le monde élève des poules, c'est à ne pas croire ! Je troque des morceaux de savon contre des œufs : un savon contre quatre œufs. Aujourd'hui pourtant, j'ai donné mon savon sans rien demander en échange. Je l'ai donné à la mère d'une petite fille épileptique qui vient me voir tous les jours depuis la semaine dernière pour quémander des bonbons. Elle pourra ainsi la laver.

jeudi 7 juillet

Une journée en demi-teintes. Aden, le médecin de l'OIM, m'a dit qu'un vieil homme est décédé hier. Il était malade depuis très longtemps et avait contracté une infection des voies respiratoires.

C'est le deuxième décès de la semaine. Mardi dernier, une petite fille de 6 jours est morte du tétanos. Aden et son équipe s'étaient démenés toute la journée pour tenter de la sauver. C'est dur à avaler. La vie est étrange : le jour de sa mort, une autre petite fille est née, la vingtième naissance du voyage.

Nous avançons lentement, plus lentement que prévu. Il nous faudra sans doute demander un autre largage aérien de vivres.

Les camions nous posent encore des problèmes. L'un d'eux est embourbé et on est en train d'essayer de le tracter. Comme nous ne pouvons pas transporter autant de personnes qu'avant (entre 700 et 800), un plus grand nombre doivent marcher.

La bonne nouvelle est que nous avons traversé l'un des ponts construits avant Kuru. Ma peur la plus grande est qu'un jour, l'un de ces ponts improvisés ne résiste pas sous le poids d'un camion bondé.

lundi 11 juillet

J'ai une crise de malaria et je ne tiens pas la grande forme. J'espère que les médicaments feront bientôt leur effet.

Ce matin, nous sommes enfin arrivés au camp de Yakap. Sur les 5 000 personnes du groupe, la plupart se trouvent

encore à trois camps derrière nous. Les camions font des allers et venues entre les camps pour transporter ceux qui ne peuvent pas continuer à pied.

Le commissaire Resiki, ancien commandant de l'Armé populaire de libération du Soudan (APLS), qui dirige le groupe à l'arrière, est impatient de rassembler les gens pour former un groupe plus compact. Il n'est pas sûr que les milices locales à Deim Zubeir, notre destination finale, approuvent pleinement ce retour et préfère donc que tout le monde reste ensemble.

jeudi 14 juillet

Environ 2 000 personnes sont maintenant à Yakap. Les gens commencent à s'agiter. Lorsqu'ils franchissent le dernier pont proche du camp, ils laissent éclater leur joie. Ils ont conscience d'avoir atteint une étape déterminante : la rivière est le dernier obstacle de taille sur leur parcours.

Emmanuel, un homme d'affaire nord-soudanais, dépêche deux motos à Deim Zubeir pour acheter de la nourriture et de l'huile moteur. Nous en avons un besoin urgent. Un sacré personnage cet Emmanuel ! Solidement bâti, il porte un short et une casquette arborant l'emblème du nouveau drapeau du Sud-Soudan et ne sort jamais sans sa bible et son pistolet. Pour se protéger, comme il dit.

Nouvelles négociations avec le PAM pour un nouveau largage aérien. Les vivres se font rares pour beaucoup et sont mêmes complètement épuisées pour certains. Nous en sommes réduits à la soupe au vermicelle. Les gens vont dans la forêt chercher du miel, des légumes et des fruits sauvages. Les noix de karité, par exemple, ont un goût qui rappelle l'avocat et on peut en extraire de l'huile.

lundi 18 juillet

Manger est devenu un vrai problème, même pour nous. Hier, nous avons tué une chèvre que nous avions achetée il y a quelques jours pour 20 dollars à Zachariah, un jeune déplacé possédant plusieurs chèvres… et le sens des affaires. Tout à coup, beaucoup de viande à manger avec quelques pâtes.

Les gens se débrouillent avec les moyens du bord. J'imagine leur déception lorsqu'ils apprendront que le largage aérien, prévu pour demain, a été repoussé.

Je viens d'arriver avec Hassan, notre homme à tout faire, et Howiya, notre cuisinier, sur le lieu où nous monterons un nouveau camp de transit. Nous sommes à 20 kilomètres environ au nord de Yakap. Nous sommes pratiquement en tête du convoi, à l'exception de trois hommes qui sont maintenant en train de frayer la prochaine voie.

Le docteur Aden, Abbas et Andrew me rejoignent dans la soirée. Aden est fatigué, il ne se sent pas bien. L'infirmerie temporaire qu'il a mise en place à Yakap pour panser les blessures et distribuer des médicaments n'a pas désempli. Pourtant, hier était la première journée de calme : beaucoup sont sortis du camp pour rejoindre à temps le lieu de largage.

Malgré tout, le moral est bon. Il ne reste plus que 60 kilomètres jusqu'à Deim Zubeir. Nous commençons enfin à voir le bout du tunnel !

jeudi 21 juillet

Toujours pas de largage aérien ! La situation est grave, mais il ne faut pas désespérer. Il doit y avoir une solution.

Nous sommes maintenant dans un nouveau camp, à Rede. Nous allons tous rester ici jusqu'à ce que les vivres arrivent. Les gens arrivent sans discontinuer, attirés par la promesse de nourriture.

Hier, j'ai remarqué une paire de chaussures neuves emballées dans du plastique, sur le lieu de campement d'une famille. Voyant mon étonnement, on m'a expliqué que tous avaient préparé des chaussures et des habits neufs, pour faire bonne impression à leur arrivée.

Hier, Aden a mis au monde un enfant prématuré, né sans problème et, juste avant, deux petites jumelles que rien ne différencie l'une de l'autre. Ils vont tous bien, mais le lait de leurs mères met du temps à monter. Elles paient le prix du manque de nourriture, de l'épuisement et du stress.

Tandis que nous parlons, j'entends pleurer Hayat, la fille de notre cuisinier, âgée de 2 ans et demi. Je l'aime beaucoup. Elle est la seule personne à avoir pris du poids pendant ce voyage… sans doute à cause de tous les biscuits que je lui ai donnés !

mercredi 27 juillet

Nous sommes inquiets pour Shefron, un garçon de 13 ans qui souffre d'une rupture de l'appendice. Ici, dans la brousse, impossible de l'opérer. La seule chose qu'Aden puisse faire est de lui administrer des antibiotiques, le nourrir et l'hydrater par intraveineuse.

Ces derniers jours, plusieurs urgences médicales et aussi quelques drames ont atteint notre moral à tous, surtout Aden. Il a essayé d'organiser l'évacuation sanitaire d'une jeune fille de 17 ans, nommée Akello. Il fallait lui faire une césarienne, mais personne n'a pu l'évacuer. Pour la sauver, Aden a dû lui sectionner la symphyse pubienne afin de faire sortir le bébé. L'enfant était mort, mais au moins la mère a eu la vie sauve.

Deux enfant sont aussi décédés. La première était une petite fille de 9 mois, morte d'une infection après que ses canines lui ont été arrachées. C'est une tradition ici. La mère est anéantie et incapable de faire quoi que ce soit. C'est le troisième enfant qu'elle perd. C'est la grand-mère qui va chercher de l'eau, cuisine et s'occupe du père, que la polio a rendu invalide.

L'autre décès était celui d'une petite fille de 2 ans. Elle avait des diarrhées et des pneumonies à répétition et souffrait gravement de malnutrition. Elle a contracté une infection et a succombé dans la nuit.

Aden en veut aux familles de ne pas lui avoir fait voir ces enfants.

Depuis le largage aérien – il est enfin arrivé dimanche – les gens sont occupés à piler le maïs. Malgré la fatigue, il sont pleins d'ardeur. Les équipes chargées de frayer le passage espèrent arriver à Deim Zubeir demain soir. C'est la première bonne nouvelle que je reçois depuis pas mal de temps.

samedi 30 juillet

Aden, Abbas et Andrew ont emmené Akello et Shefron, nos deux urgences médicales, vers un camp de transit à 20 kilomètres de la destination finale. Ils vont bien tous les deux, mais ils ont besoin d'un suivi médical à l'hôpital.

Environ 2 500 personnes sont déjà là-bas et pratiquement tout le reste du groupe est en route. Cette fois-ci, nous sommes dans la dernière ligne droite. Je suis quant à moi beaucoup plus loin derrière, au camp de Rede, avec environ 300 personnes.

Il a finalement été décidé qu'à l'arrivée, tout le groupe irait dans un camp d'attente à Bile, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Deim Zubeir.

lundi 1er août

A 6 heures du matin, un appel des Nations Unies : la mort de John Garang est confirmée et tous les vols des Nations Unies sont suspendus. On nous dit de rester où nous sommes pour l'instant.

Une humeur noire a envahi le groupe. Pour les chefs de la communauté surtout, John Garang était comme un berger. Le commissaire Resiki et les chefs de tribu se concertent. Ils décident qu'il faut calmer les esprits et continuer à avancer. Atteindre Bile avant tout, pleurer sa mort ensuite, tel est le mot d'ordre.

mardi 2 août

Je quitte Rede dans l'après-midi avec deux camions dans lesquels pas une personne de plus ne pourrait tenir.

Je désire atteindre Bile au plus tôt. Les équipes chargées d'ouvrir la voie se trouvent à environ un kilomètre de Bile, mais il nous reste un dernier obstacle à surmonter. Les pluies ont inondé une nouvelle zone, juste au terme de notre périple. Mais Bile est quasiment à portée de vue. Ce n'est pas un marécage de plus qui nous fera reculer !

samedi 6 août

Nous sommes enlisés dans une telle quantité de boue que nous sommes contraints d'abandonner le tout-terrain. Les pluies, que nous nous sommes si bien efforcés de devancer, nous ont finalement coiffés sur le poteau. Nous laissons le 4X4 près d'une rivière sans pont. Nous traversons à pied, en emportant ce que nous pouvons. L'eau nous arrive à la taille.

Resiki est derrière nous avec le groupe de queue. Les pluies torrentielles ont eu raison des camions qui transportaient les gens : tous sont tombés en panne ou se sont embourbés.

dimanche 7 août

Il y a eu de terribles orages durant la nuit. Par deux fois, nous avons bien cru que nos tentes allaient s'envoler ou s'effondrer sous le poids de l'eau de pluie.

Alors que nous parcourons péniblement les 19 kilomètres restants, je repense à ces trois derniers mois. Le groupe avait initialement prévu de parcourir 400 kilomètres en 30 jours. En fait, le voyage a pris 3 mois et demi, et la distance parcourue a été plus longue. Un périple jalonné de souffrances et d'épreuves, mais je sais que nous avons contribué à les atténuer. Cette pensée me réconforte.

Ces derniers kilomètres sont horribles. Nous traversons encore quatre rivières et de nombreux petits marais. Lorsque nous arrivons enfin à Deim Zubeir, je remercie le ciel que tout soit fini !

lundi 8 août

Cela faisait des mois que je n'avais pas passé une aussi bonne nuit : un bon lit et pas de pleurs d'enfants.

La plus grande partie du groupe se trouve maintenant à Bile. Il ne manque plus que 500 à 600 personnes. Le camp fourmille de gens. Beaucoup arborent leurs beaux habits, parfois même amidonnés. Ils discutent entre eux et saluent avec enthousiasme chaque nouvel arrivant. Ici, les gens n'ont pas coutume de s'étreindre, mais la joie transparaît dans leur voix. Ils ont réussi, c'est impressionnant !

Les gens viennent nous voir, Aden, Andrew, Abbas et moi, pour nous remercier. Ça fait plaisir ! Un enfant s'essaie à faire la toupie sur la tête, tandis que d'autres jouent autour de lui.

Les fonctionnaires de plusieurs organisations – le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) notamment – enregistrent les personnes dans le camp. Mardi prochain, le PAM procèdera à une nouvelle distribution de denrées alimentaires. A notre arrivée, nous trouvons environ 400 personnes sous un bouquet d'arbres, faisant la queue pour se faire enregistrer.

Aden me fait savoir que la santé de Shefron, le garçon souffrant d'une rupture de l'appendice, lui a permis de parcourir à pied les 20 derniers kilomètres. Mais il devra quand même être opéré. Akello, l'autre urgence médicale, est transportée à Bile en bicyclette. Tous deux sont tirés d'affaire.

Durant le voyage, 43 personnes sont mortes – dont 80 dans un accident juste avant d'arriver – et 33 naissances ont eu lieu. A bien y réfléchir, c'est un miracle. Demain, nous partons pour Nairobi. Nous avons fait de notre mieux et le moment est maintenant venu de nous séparer pour nous remettre en route.

Le journal dans son intégralité est disponible en ligne à l'adresse Internet suivante : http://news.bbc.co. uk/1/hi/world/africa/4134230.stm

Quelques commentaires de lecteurs…

Je ne peux que vous remercier d'aider mon peuple. Je souffre car je n'ai pas vu mes parents depuis 17 ans. Maintenant je suis ici, aux États-Unis. Merci beaucoup pour votre aide.

Daniel Yamun Ukang, originaire de Raga

Ce que vous faites est magnifique, et votre récit de cette lutte cruelle et terrifiante pour la survie m'a bouleversé. Que Dieu vous vienne en aide à tous durant votre périple. Ceci est un bon début pour une fin.

Marko Tito Tibo, Canada

Je remercie sincèrement Bill et le personnel de l'OIM, qui ont apporté avec tant de dévouement un soutien logistique aux réfugiés soudanais repartis chez eux, au Sud-Soudan. Continuez s'il vous plaît à aider les Soudanais qui veulent retourner au Sud-Soudan ! Le personnel de l'OIM a choisi le meilleur moment pour les aider.

Peter Tuach, Soudanais

Sans vous pour nous tenir au fait des événements durant ce périple, ces gens et leur combat auraient été comme inexistants… Vous leur avez donné une voix, qui résonne dans le cœur de quiconque se qualifie d'être « humain ». Cela m'incite à poursuivre mes études pour pouvoir retourner un jour au Kenya et me joindre à ce combat pour la stabilité et la sérénité de mes frères africains.

Grace A. Owuor, Etats-Unis

Un gang d'une autre trempe

Par Stephanie Broughton, OIM Port-au-Prince

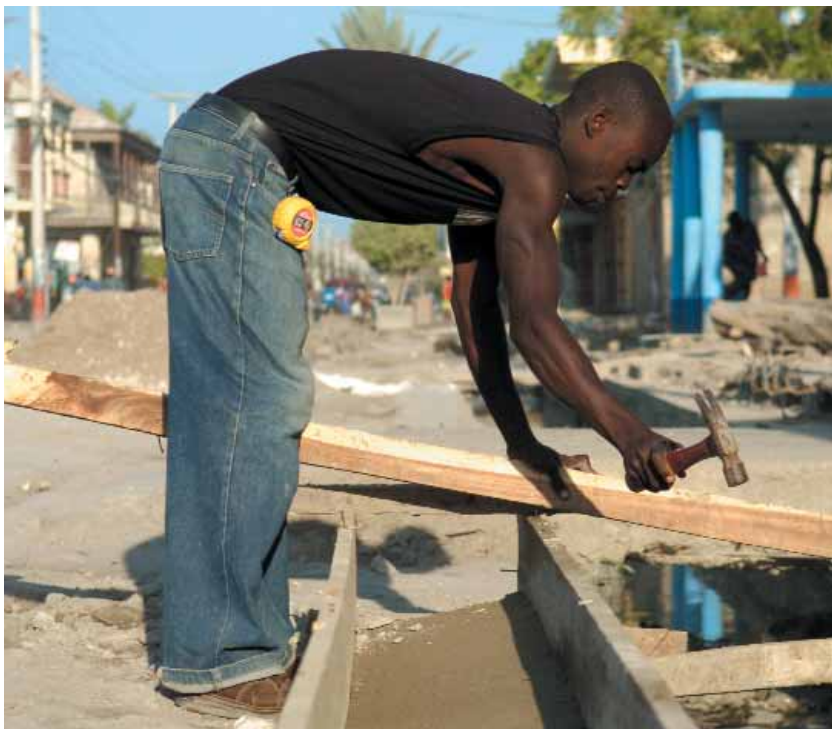
Avec ses rues grouillantes de monde, remplies de gravats, aux caniveaux débordant d'ordures, Martissant est un quartier à l'abandon comme tant d'autres à Port-au-Prince. Un soldat de la paix des Nations Unies surveille la route principale du haut de la tourelle de son blindé, tandis que des « tap-tap » (taxis collectifs) aux couleurs vives passent à toute allure.

La vie à Martissant, comme dans une bonne partie du territoire haïtien aujourd'hui, est un combat permanent pour survivre, dans un environnement où les chances sont rares et les obstacles nombreux. Les journées sont fréquemment ponctuées par de brusques détonations de coups de feu et les jeunes du coin doivent se contenter de terrains de football et de basket de fortune pour tout loisir. Dans les rues de ce quartier, ce sont les gangs qui font la loi, revendiquant leur pouvoir et leur autorité en se donnant des noms évocateurs : l'« Armée Kaboul », l'« Armée Tupac » et d'autres encore. C'est pourtant dans un environnement comme celui-ci que l'OIM a contribué à la formation d'un nouveau gang, qui se fait appeler l'« Armée pelle ».

Depuis mai 2004, l'OIM œuvre pour la stabilisation des quartiers les plus violents en Haïti, dans le cadre de l'Initiative pour la transition en Haïti (ITH). Lancé par le Bureau des initiatives pour la transition de l'USAID, ce programme opère avec le gouvernement transitoire haïtien et les communautés locales dans le cadre de projets visant à offrir des possibilités d'emploi à court terme et des activités aux jeunes. C'est au sein de l'un de ces projets que les membres de l'Armée pelle se sont rencontrés.

« Avant le projet, nous n'étions pas amis », affirme « Daddy » Dibuche, le porte-parole désigné par le groupe. « C'est en travaillant ensemble que nous avons commencé à parler et nous avons découvert que nous avions le même état d'esprit ». Un état d'esprit qui les incite à gagner leur vie honnêtement plutôt que de tourner mal et finir dans les bandes armées.

Les membres de l'Armée pelle sont des jeunes âgés de 17 à 25 ans qui ont, pour la plupart, terminé leur troisième année d'école secondaire. Ils remettent en cause l'idée reçue selon laquelle le travail manuel est réservé aux analphabètes. « Ici, la vie est difficile. Nous n'avons aucune chance mais nous avons des responsabilités », explique Daddy Diduche, exprimant clairement



les raisons qui ont poussé ces jeunes à travailler pour l'ITH.

De nombreux membres du groupe ont des enfants en bas âge et tous ont une famille, dont ils représentent le seul et unique soutien financier. Ils ne peuvent pas se permettre les vêtements neufs et les bijoux voyants que portent de nombreux membres des gangs, mais cela n'a aucune importance à leurs yeux. « Les gangs n'ont pas arrêté de nous railler pendant toute la durée de notre travail ici », se souvient Daddy avec un sourire orgueilleux. « Nous avons décidé de vivre avec notre conscience ».

L'engagement de l'ITH à Martissant est un modèle de l'utilisation de projets et d'activités d'infrastructures communautaires pour encourager une transition politique pacifique. À quelques mois des élections générales à Haïti, prévues en octobre, pas moins de 85 % de la population ne fréquente ni travail ni école. Les fauteurs de troubles politiques qui cherchent à entraver le processus démocratique risquent fort d'exploiter cette situation. La stratégie du programme d'Initiative pour la transition en Haïti consiste donc à faire travailler les gens ou agir sur un double front, grâce à des projets d'infrastructure intensifs et des activités socio-culturelles.

L'ITH opère dans les zones à l'abandon de trois districts en Haïti et a déjà mis en œuvre des projets communautaires pour plus de 3millions de dollars. Des activités qui ont permis, dans le secteur de Martissant, la réhabilitation d'une rue principale, la remise en état du terrain de football local, la construction d'un terrain de basket et l'organisation de deux rencontres sportives. Jusqu'à présent, plus de 140 emplois de courte durée ont été créés dans cette partie de la ville et de nouveaux projets sont sans cesse identifiés et réalisés.

Ces emplois offrent à des jeunes comme Daddy la possibilité de travailler dans la sécurité et la légalité.

« Avant, je conduisais un taxi et ma mère avait peur pour moi. Maintenant, elle est si heureuse qu'elle me fait un

Le quartier de Martissant, à Port-au-Prince, a bénéficié de la réhabilitation d'une rue principale, de la remise en état du terrain de football local, de la construction d'un terrain de basket et de l'organisation de deux rencontres sportives.

Toutes les photos © Daniel Pepper 2005

massage lorsque je rentre du travail », dit-il en riant.

L'emploi est aussi un moyen d'œuvrer pour la paix. L'ITH opère avec la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah), dans le cadre de son Programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, pour la réalisation d'une stratégie de désarmement de la communauté, visant à offrir un emploi aux membres des bandes qui livrent volontairement leurs armes. Le premier projet de l'ITH intégrant cette approche a été la réparation d'une route entre Martissant et Grand Ravine, un quartier infesté de gangs sur la colline surplombant Martissant.

Les projets de l'Armée pelle vont de la réparation des routes à la construction de tribunes, en collaboration avec le ministère de la Culture, en vue de doubler la capacité du terrain de basket. L'Armée pelle encourage les jeunes à gagner leur vie à la sueur de leur front plutôt que d'entrer dans les bandes armées. Une vision que partage leur mentor « Bambou » Pierre Joseph, président de l'association sportive.

« C'est Bambou qui nous a donné nos rêves », déclare Mario Archil, membre de l'Armée pelle. Bambou a collaboré activement à de nombreux projets de l'ITH dans le quartier de Martissant et il est devenu un exemple à suivre pour des centaines de jeunes des environs. En étroite collaboration avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, Bambou a pris la direction de l'initiative de réparation du terrain de football. Il a encouragé activement l'Armée pelle à élargir ses vues, et son espoir est de voir de nouvelles chances apparaître grâce à un engagement permanent de l'ITH.

« Si vous donnez des responsabilités aux jeunes, les choses changeront », affirme Bambou en regardant ses jeunes protégés, de l'autre côté du terrain de basket.

Les histoires comme celle de l'Armée pelle ne sont pas monnaie courante en Haïti. Le plus souvent, ce sont des histoires de jeunes, victimes de catastrophes naturelles, ou encore des faits de violence des rues – un fléau pour la ville de Port-au-Prince – qui défrayent la chronique. Pourtant, en parlant avec les membres de l'Armée pelle, il est facile d'oublier tous ces problèmes : dans leurs yeux pleins d'ardeur et d'énergie brille une lueur d'espoir irrésistible. Ils sont venus à bout de leur condition difficile et sont en passe de devenir, à leur tour, des exemples à suivre pour leurs semblables.

À Martissant, il n'est pas facile de se construire une vie meilleure. C'est pourtant ce que font ces jeunes, avec juste raison, chaque fois qu'ils soulèvent leur pelle ou posent une brique, et les mots de Bambou reflètent bien le sentiment de tous : « C'est ma vie. C'est mon quartier ».

Chassés de chez eux par le tsunami, ils reviennent au pays et reconstruisent

Par Gina Wilkinson, OIM Colombo

Sur un marché animé de Kattankudy, sur la côte est de Sri Lanka, Ibrahim Badurdeen s'affaire à peser des sacs de riz rouge tout en saluant ses premiers chalands du matin. Alors qu'il réalise sa première vente, rien dans son sourire radieux ne laisse transparaître les affres de ces dernières années ni le fait que le tsunami a failli emporter tous les espoirs qu'il nourrissait d'une vie nouvelle à Sri Lanka.

« Après le tsunami, tout allait si mal que j'ai vraiment pensé à tout laisser tomber », dit Ibrahim, qui avait renoncé à demander l'asile au Royaume-Uni et regagné le Sri Lanka quelques mois seulement avant le tsunami. « J'envisageais de regagner Londres, mais heureusement l'OIM a proposé de m'aider de nouveau. »

En 2002, Ibrahim avait quitté Kattankudy pour demander l'asile politique au Royaume-Uni, laissant derrière lui sa femme et ses trois jeunes enfants. Mais la vie à Londres était difficile, et Ibrahim se sentait bien seul. En 2004, âgé de 40 ans, il décida de rentrer au pays à la faveur d'un programme de retour et de réinsertion volontaires mis en place par l'OIM, destiné aux demandeurs d'asile déboutés. L'OIM acheta un billet d'avion pour qu'Ibrahim puisse rentrer à Sri Lanka et l'aida dans ses formalités d'immigration et de visa, pour ensuite assurer un suivi après le retour d'Ibrahim au pays.

« J'étais abattu et déprimé à mon retour, je regrettais d'avoir quitté Londres. Mais, lorsque l'OIM a organisé un programme d'orientation où j'ai pu rencontrer d'autres gens vivant le même genre de situation, j'ai pris confiance en constatant comment eux avaient réussi à reprendre le cours de leur vie », explique Ibrahim.

Ibrahim décida donc de recommencer et ouvrit une échoppe de riz à Kattankudy. L'OIM fournit à ce père de famille du matériel et un stock de marchandises d'une valeur de près de 900 dollars des États-Unis, et organisa des séances d'orientation avec des spécialistes du développement des entreprises. Malheureusement, Ibrahim n'eut guère le temps de profiter de cette nouvelle sécurité que lui offrait la vie, car peu après, le tsunami ravageait la côte sri lankaise et sa vie s'en trouvait une fois de plus complètement bouleversée.

> *« J'avais stocké toute ma réserve de riz dans une pièce de la maison et quand le raz de marée a déferlé, il a tout emporté. »*

« Je remercie Dieu que l'un de nos voisins ait sonné l'alerte juste avant que le tsunami ne frappe; grâce à lui nous avons eu la vie sauve », dit Ibrahim, serrant bien fort dans les bras sa fillette de quatre ans. « Quand les vagues se retirèrent, notre maison avait disparu. Il n'en restait plus que les fondations. Nous n'avions plus que les vêtements que nous portions. »

Le tsunami ne s'est pas contenté d'emporter la maison et les effets d'Ibrahim. Il a également anéanti sa petite affaire, qui venait à peine de décoller.

« J'avais stocké toute ma réserve de riz dans une pièce de la maison et quand le raz de marée a déferlé, il a tout emporté », explique Ibrahim. Mais les choses sont encore plus compliquées que cela : Ibrahim avait vendu un volume important de riz à crédit et, après le tsunami, plus personne n'avait de l'argent pour régler ses dettes. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime que 400 000 Sri Lankais ont perdu, comme Ibrahim, leurs moyens de subsistance, emportés par les vagues assassines.

« Il y avait tant de morts; nos maisons, nos commerces, tout avait été balayé par la mer. Mon avenir s'annonçait sombre. Mais l'OIM est revenue, a fait un bilan de ma situation et m'a aidé à remplacer mon matériel et mes stocks », dit Ibrahim. Trois mois après le tsunami, les affaires reprenaient et Ibrahim arrivait à faire vivre sa famille.

Ibrahim dans son échoppe.

© OIM 2005 (Photo: Gina Wilkinson)

En 2002, l'OIM a lancé un programme destiné aux demandeurs d'asile déboutés et souhaitant réintégrer le Sri Lanka depuis le Royaume-Uni ou un autre pays européen. Un programme semblable a été mis en place en janvier de cette année pour les personnes ayant immigré de manière illicite au Royaume-Uni. Pour l'instant, près de 700 Sri Lankais ont choisi de rentrer chez eux dans le cadre de ces programmes de l'OIM, financés par le Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni, le Fonds européen pour les réfugiés et l'Union européenne. Près de 500 d'entre eux ont sollicité une aide pour réintégrer leur pays. Malheureusement, 21 de ceux-ci ont déjà tout perdu lorsque le tsunami a frappé le 26 décembre.

« Avec l'aide de l'OIM, j'avais travaillé très dur pour monter mon affaire, et rapidement j'ai dégagé des bénéfices et engagé trois employés », dit E. Ashokumar, qui avait quitté le Royaume-Uni en juillet dernier pour s'installer comme pêcheur à Batticaloa, dans l'est du pays. « Mais j'ai perdu mes filets et le moteur de mon bateau dans le tsunami, et mes employés et moi nous sommes retrouvés sans moyens d'existence. »

L'OIM est intervenue rapidement pour remplacer le matériel de ce pêcheur de 36 ans. Et bien vite, Ashokumar reprenait la mer et faisait un bénéfice de plus de 20 dollars E-U par jour – ce qui représente beaucoup dans un pays pauvre. En plus d'aider les personnes réintégrant leur pays, tels Ashokumar et Ibrahim, l'OIM a remplacé les outils de travail et les biens de plus de 1 000 Sri Lankais dont l'entreprise avait été détruite par le tsunami.

Nahoor Pitechai travaillait illégalement à Londres quand il a su qu'un raz de marée avait déferlé sur son pays natal. Plusieurs membres de sa famille vivant dans le sud du pays avaient été blessés; la catastrophe les avait déplacés. Nahoor était déjà désillusionné par sa vie d'immigré clandestin, ayant eu plusieurs emplois mal rémunérés, et se sentant très loin de sa famille. Le tsunami l'a convaincu qu'il était temps de rentrer au pays aider celle-ci.

« L'OIM m'a acheté un billet d'avion et m'a donné du matériel et des stocks pour que je puisse monter une petite affaire de fabrication de crèmes glacées », dit cet homme de 54 ans. « Maintenant j'approvisionne des cantines scolaires et j'espère pouvoir un jour m'agrandir. »

Nahoor dit que maintenant qu'il gagne assez d'argent pour faire vivre sa famille, il ne lui viendrait pas à l'idée de quitter sa ville natale de Matale, dans le centre du pays, pour retrouver la précarité d'un travailleur clandestin à l'étranger.

« La vie est trop courte pour être loin des personnes que l'on aime », dit Nahoor. « Je suis ravi d'avoir pris la décision de revenir à Sri Lanka, car j'y ai monté ma propre affaire et je peux prêter main-forte aux personnes de ma famille qui ont souffert du tsunami. »

> « Petit à petit ma vie s'améliore … Sans l'OIM, tout cela serait resté du domaine du rêve. »

À Kattankudy, sur la côte est, le marchand de riz Ibrahim Badurdeen réfléchit lui aussi à la manière dont il peut aider sa communauté meurtrie à se remettre du tsunami. « Petit à petit ma vie s'améliore et j'espère que je vais continuer dans cette voie de manière à pouvoir agrandir mon commerce, engager des employés et faire ce que je peux, à ma modeste échelle, pour relancer l'économie », dit Ibrahim. « Sans l'OIM, tout cela serait resté du domaine du rêve. »

Aider les enfants à reprendre le chemin de l'école

Rizal à son « pupitre », sous une tente ouverte fournie par l'Unicef.

Par Paul Dillon, OIM Aceh

Le pupitre de Rizal Kerulbasa est fait de caissons en bois hors d'usage, assemblés à l'aide de clous récupérés dans les décombres des habitations rasées par le tsunami du 26 décembre dernier.

Sa classe, une tente en toile ouverte fournie par l'Unicef, se trouve à deux pas d'un marché bruyant. Il n'a qu'un seul cahier et un crayon, et ses enseignants, pour bienveillants et disponibles qu'ils soient, n'en restent pas moins des étrangers qui ne parlent pas sa langue maternelle, l'acehnais.

Alors que ses petits camarades de l'école primaire de Krueng Sabee gambadent de part et d'autre de la tente, pourchassant les lézards, jouant au ballon ou au chat et à la souris, le jeune écolier de deuxième année dédaigne les multiples distractions qui s'offrent à lui, entièrement absorbé par ses devoirs de mathématique.

« Les autres n'aiment pas les maths, mais moi, c'est ma matière préférée. Je suis très doué pour faire les additions », déclare Rizal, les yeux rivés sur les colonnes de chiffres écrites dans son cahier. « Si je peux aller à l'école, je suis sûr que j'aurai un jour un bon métier. Je pourrai peut-être travailler pour le gouvernement, pour résoudre les problèmes que nous avons à Aceh. »

Ce petit fonctionnaire en herbe de 7 ans bénéficie de l'assistance fournie par un projet de l'Unicef. Grâce à un financement de 2,3 millions de dollars, l'Organisation internationale pour les migrations prévoit la construction de 200 écoles temporaires, en mesure d'accueillir environ 44 000 élèves, dans la province de Nanggroe Aceh Darussalam.

Il est prévu, notamment, de construire 51 écoles à Calang et aux alentours, dans le district d'Aceh Jaya. Une initiative qui met en évidence la formidable entreprise logistique à laquelle doivent faire face les organisations engagées à long terme dans la reconstruction de la province d'Aceh, en particulier dans les zones reculées, le long de la côte ouest.

« C'est difficile car il n'y a absolument rien sur place. Il faut apporter pratiquement tout le nécessaire avec soi, sinon rien ne se fait », affirme John Gray, responsable du projet de l'OIM pour la reconstruction des écoles. « Pour un simple clou manquant, c'est un site de construction tout entier qui peut se retrouver bloqué », ajoute-t-il.

Il y a quelques mois à peine, le petit port de Penayung à Banda Aceh était enseveli sous l'équivalent de deux étages de boue, débris et épaves de navires, soulevés du canal de navigation principal par la force du raz-de-marée et déversés dans les rues adjacentes.

Le bilan du désastre est estimé à 160 000 vies humaines parmi la population côtière d'Aceh.

Le tsunami a également détruit d'énormes tronçons de la seule autoroute reliant le chef-lieu de la province à des villes de la côtes ouest comme Calang, Meulaboh et Singkil. Quelques travaux ont été entrepris, mais la route a dû être fermée à cause des pluies diluviennes et des marées exceptionnellement fortes sur le littoral, déjà altéré par le tremblement de terre – d'une magnitude de 9,3 sur l'échelle de Richter – responsable du tsunami. Seuls s'y aventurent désormais les motocyclettes et quelques intrépides véhicules tout-terrains.

Le capitaine Syamsuddin – « Sam », comme il se fait appeler – commande le KM Mega Buana, un navire de 60 tonnes dont le nom signifie « univers ». Cet homme trapu et affable d'environ 35 ans, aux mains larges comme des assiettes, a passé toute sa vie à pêcher au large des côtes occidentales de la province d'Aceh. Depuis la mi-juillet, il travaille sous contrat pour Atlas Logistics et transporte des blocs de béton depuis Banda Aceh jusqu'à Calang.

« Mon équipage est plutôt fainéant », dit-il, assez fort pour être entendu par les hommes couverts de sueur qui, en file indienne, chargent à bord les blocs de piliers préfabriqués en béton utilisés par l'OIM dans tous ses projets de construction. « Mais la plupart d'entre eux ont une famille et des enfants, qu'ils veulent pouvoir envoyer à l'école pour leur éviter de travailler si dur. Je peux leur faire confiance pour veiller à ce que le navire soit chargé correctement ! »

Les matériaux de construction sont arrivés à Banda Aceh après une journée d'acheminement en camion depuis l'usine de Lhokseumawe – dirigée par un fournisseur acehnais de l'OIM – située sur le long parcours d'approvisionnement terrestre et maritime, dont la tente-école de Rizal et des dizaines d'autres similaires constituent l'étape finale.

Lorsque la mer est calme, le moteur diesel de 300 CV du Mega Buana permet de parcourir les 130 kilomètres de cette route maritime spectaculaire en huit heures. Or, la saison de l'*Anggin Barat*, ce vent d'ouest puissant et imprévisible qui fouette les océans et fait mettre pied à terre aux marins avertis pendant parfois deux mois, bat son plein. Rien ne dit que le navire ne mettra pas deux jours, voire même trois, pour atteindre Pelabuhan Rigaih, un port en eau peu profonde au nord de Calang.

Pour sa part, Rizaldi Fajardo, coordinateur du site de l'OIM à Calang, est aux prises avec trois camions de cinq tonnes assoiffés, dans une ville où le carburant n'est pas monnaie courante et où il faut affronter bureaucratie, fournisseurs à bout de nerfs et chefs de villages locaux faisant pression pour obtenir du travail pour les habitants sur les chantiers de construction. L'état désastreux des routes et des ponts, emportés par les eaux, ne facilite pas la tâche de reconstruction, allant parfois jusqu'à transformer une visite de routine en véritable aventure.

« C'est un pari difficile et chaque jour apporte sa part de nouveauté », explique Rizaldi devant une tasse de café, sous une tente du campement désolé des Nations Unies, situé à 300 mètres de la mer et de l'héliport temporaire de l'UNHAS (services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies), qui tient aussi lieu de terrain de football. « Les autorités locales sont très satisfaites de ce projet et désirent aller plus vite, mais je crois que tout le monde commence à se rendre compte que cela ne se fera pas du jour au lendemain. La logistique des transports est un véritable cauchemar et même l'identification d'un endroit pour construire pose d'énormes problèmes », ajoute-t-il.

Faute de connaissances concernant l'identification des sites adaptés à la construction, les processus d'approbation subissent d'inutiles retards. L'altération de la topographie du littoral a fait que certaines zones, où étaient construites auparavant des écoles, ne sont plus utilisables à présent car la nappe phréatique se trouve à quelques centimètres de la surface. Les populations restent également assez mobiles : si l'on recense un jour le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés dans une communauté donnée ou un *kampung*, cela ne signifie en aucun cas qu'il seront encore là un mois plus tard. En outre, la plupart des registres de titres fonciers qui existaient avant le raz-de-marée ont été détruits. Ainsi, même lorsque les terrains à niveau sont situés à proximité d'une route accessible, les autorisations nécessaires pour la construction peuvent se retrouver bloquées.

« En réalité, mon travail consiste à contrôler les sites identifiés par le gouvernement et par l'Unicef, avec l'aide du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), afin de veiller à ce que tout soit en ordre avant de démarrer la construction, souligne Rizaldi. Ce n'est pas pour nous justifier, mais jusqu'à présent, j'ai pratiquement tout fait moi-même et cela prend donc plus de temps que prévu. »

© OIM 2005 (Photo: Paul Dillon)
Déchargement des blocs de béton du KM Mega Buana.

Depuis les cinq derniers mois, Firdia, 7 ans, assiste aux leçons sous une bâche en plastique vert, maintenue par une charpente en bois branlante, dans le champ, envahi par les mauvaises herbes, où se dressait auparavant l'école primaire de Kampung Baro. Le vent a déchiré la bâche et les pluies fréquentes chassent les écoliers chez eux, sous leurs tentes. Cependant, les agriculteurs locaux, sous la supervision de l'OIM, sont en train d'apporter la touche finale à la nouvelle école transitoire du village. Ainsi, les 74 jeunes survivants du tsunami auront finalement de la chance.

« Nous ne pouvons pas aller à l'école quand il pleut », explique Firdia en tirant les pointes de son foulard. « Mais la nouvelle école sera au sec et à l'abri du vent. Tous les jours, nous prions pour y aller bientôt. »

La migration et les Objectifs du Millénaire pour le développement

Par Sofia Warttmann, OIM Genève

Cinq ans après l'adoption de la Déclaration du Millénaire, la 60e session de l'Assemblée générale des Nations Unies donnera l'occasion aux chefs d'état et de gouvernement de se réunir à New York, en septembre prochain, pour évaluer les avancées réalisées dans la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire et des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).[1]

Bien que la migration ne figure pas au premier rang des priorités énoncées dans le cadre original des OMD, son rôle crucial dans la réalisation des OMD est de plus en plus reconnu. Dans son récent rapport soulignant les actions nécessaires pour la mise en œuvre de la Déclaration du Millénaire, *Dans une liberté plus grande*, le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, cite la migration comme faisant partie des « questions de fond inscrites à son ordre du jour ».[2]

Désormais partie intégrante des stratégies de subsistance des populations du monde entier, la migration est perçue comme un élément essentiel de la mondialisation et des processus de développement.[3] Aussi importe-t-il de la considérer comme une pièce maîtresse dans la réalisation du cadre des OMD. Une démarche qui permettrait non seulement d'identifier et d'examiner les possibilités offertes et les défis posés par le phénomène migratoire pour la réalisation des OMD, mais aussi de contribuer au renforcement et à la mise en œuvre de politiques migratoires tenant compte davantage du développement.

Les liens qui unissent la migration aux OMD sont nombreux et complexes. S'il est difficile de généraliser l'impact et les ramifications des processus migratoires actuels, du fait de leur diversité et de leurs multiples facettes, certains exemples permettent néanmoins d'illustrer ces liens et d'y voir un peu plus clair.

Le lien le plus manifeste concerne l'Objectif 1 des OMD, à savoir la lutte contre la pauvreté. Nul n'ignore que les rapatriements de fonds constituent la deuxième source de flux financiers, par ordre d'importance, à destination des pays en développement, juste après l'investissement étranger direct (IED), et représentent plus du double de l'aide publique au développement (APD). Il s'agit donc d'une ressource fondamentale pour le développement. Les rapatriements de fonds font office de filet de sécurité sociale pour les familles et permettent d'investir dans l'éducation et la santé ou encore d'acquérir des biens de consommation supplémentaires. Des éléments essentiels pour la réalisation des OMD.

L'incidence de la migration sur la réalisation de l'Objectif 1 tient aussi, plus indirectement, à la participation des diasporas aux processus de développement de leur pays d'origine. Les migrants ne sont pas simplement une source de transferts de fonds : leur contribution s'exprime aussi à travers les investissements, la création de liens commerciaux[4] et le transfert de compétences, de connaissances et de technologies.[5]

L'impact et la portée des initiatives de la diaspora dépendent également du capital financier, social et humain dont elle dispose et des conditions politiques et économiques existantes dans les pays d'origine et de destination.

Les initiatives de la diaspora peuvent, par exemple, prendre la forme d'associations de migrants originaires d'une même ville, qui canalisent les rapatriements de fonds vers des projets de développements destinés à leurs régions de provenance. Une stratégie souvent utilisée aux États-Unis par les migrants provenant notamment des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Les investisseurs chinois de l'étranger, devenus la principale source d'investissement étranger direct, sont un autre exemple.

Cependant, le phénomène migratoire peut également créer des obstacles immédiats à la réalisation des OMD. En particulier, l'émigration des cadres se produit à un rythme trop rapide par rapport au taux de remplacement et contribue ainsi à créer une pénurie de compétences dans les pays d'origine de la migration.

Dans nombre de pays, cet exode des compétences pose notamment des difficultés dans le secteur de la santé. L'émigration des professionnels de la santé peut, en effet, entraver la fourniture des soins de santé et exacerber les défis existants pour la réalisation de l'Objectif 6 (combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies). L'impact de la pénurie des professionnels de la santé est d'autant plus remarquable dans les pays où l'incidence de ces maladies est importante. La migration des professionnels de la santé peut, en outre, influencer négativement la réalisation des Objectifs 4 et 5, visant à réduire la mortalité infantile et améliorer la santé maternelle.

D'autre part, si la migration peut apporter sa contribution à la mise en œuvre de l'Objectif 3, visant à promouvoir

1 http://www.un.org/millenniumgoals/.
2. Voir : Dans une liberté plus grande: Vers le développement, la sécurité et les droits de l'homme pour tous, Rapport du Secrétaire général de l'ONU (A/59/2005).
3. Tasneem Siddiqui : *Migration and Millennium Development Goals – DFID-RMMRU Partnership*, Document préparé dans le cadre de la réunion du Fond des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur la migration et les OMD, Marrakech, mai 2005.
4. Kathleen Newland : *Beyond Remittances: The Role of Diaspora in Poverty Reduction in their Countries of Origin*, Migration Policy Institute, Washington, juillet 2004.
5. Le rôle des migrants dans le transfert de technologie est également significatif pour la réalisation de l'Objectif 8. La cible 18 de l'Objectif 8 consiste à « mettre à disposition tous les bienfaits des nouvelles technologies ».

l'égalité des sexes, elle risque aussi d'exacerber les inégalités existantes. Le genre est sans doute le premier facteur déterminant de l'expérience migratoire, et la migration comporte des risques différents et des chances inégales entre hommes et femmes. Aujourd'hui, de plus en plus de femmes émigrent, non plus comme personnes à charge des migrants de sexe masculin, mais de manière indépendante, devenant souvent le principal soutien financier de leur famille. La migration peut ainsi représenter pour les femmes une occasion de mener leur vie avec davantage d'autonomie.

Toutefois, la migration peut aussi entraîner une rupture des liens sociaux et un déséquilibre dans les systèmes de protection sociale des pays d'origine. Par ailleurs, si la migration est en mesure de contribuer à l'autonomisation des femmes, il n'en reste pas moins que les femmes migrantes sont plus vulnérables que les hommes et risquent davantage d'être victimes de la traite, ou de toute autre situation d'exploitation, au cours du processus migratoire. En outre, les femmes sont plus souvent exposées à la discrimination, aux pratiques abusives et à des conditions de travail précaires. C'est surtout vrai si elles travaillent dans des secteurs qui n'entrent pas toujours dans le champ d'application des législations nationales en matière d'emploi – comme par exemple l'emploi de maison – et où il est, par conséquent, plus difficile d'accéder aux moyens de protection légaux.

Ces exemples démontrent que l'influence de la migration sur la réalisation des OMD est à double tranchant. Pour pouvoir exploiter les aspects positifs de la migration, il convient de créer un environnement politique propice à encourager et aider les migrants, ainsi que les pays d'origine et de destination, à optimiser leur contribution au développement. Une action dont font partie intégrante la promotion et la protection des droits de l'homme pour les migrants et leur intégration dans la société.

Ne pas agir en ce sens signifierait non seulement empêcher que les OMD ne deviennent une réalité pour les migrants, mais aussi restreindre la capacité de ces derniers à contribuer au développement, dans leurs pays d'origine comme de destination.

Exemples de projets et de programmes de l'OIM significatifs pour la réalisation des OMD

En ce qui concerne les liens qui unissent la migration et les OMD, l'OIM considère que la migration internationale, si elle est correctement gérée, peut contribuer à la croissance et à la prospérité des pays d'origine et de destination comme des migrants eux-mêmes. De nombreux projets de l'OIM contribuent, directement ou indirectement, à la réalisation des OMD. La liste d'exemples ci-après est fournie à titre non exhaustif.

Objectif 1 : Renforcement des incidences des rapatriements de fonds des émigrés au Tadjikistan

Cette initiative conjointe de l'OIM et du PNUD vise à promouvoir l'utilisation des rapatriements de fonds pour la création de moyens d'existence durables grâce à l'investissement dans les micro-entreprises. Les fonds rapatriés par les migrants et investis dans la création de petites entreprises seront associés à des prêts à faible taux d'intérêt, afin de faciliter le développement de sources de revenu et d'emploi durables et de soutenir les possibilités de développement dans les zones rurales. Micro-crédits supplémentaires, formation et conseil sont également mis à la disposition des personnes non destinataires de rapatriements de fonds.

Objectif 3 : Développement de micro-entreprises féminines en Guinée avec le soutien de la diaspora

L'OIM contribue à l'autonomisation économique et sociale des femmes en Guinée, à travers la mobilisation des femmes de la diaspora guinéenne établies dans la région de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cinquante-six femmes guinéennes ont déjà obtenu des crédits pour démarrer leur propre activité, tandis que les femmes qualifiées de la diaspora guinéenne dispensent de la formation sur la création et la gestion des micro-entreprises et du micro-crédit. Jusqu'à présent, pratiquement tous les prêts ont été complètement remboursés et des associations d'entrepreneuses sont en train d'être créées pour permettre à ces femmes de gérer un fond de roulement afin de continuer à utiliser les prêts et transmettre les compétences aux bénéficiaires futures

Objectif 6 : Initiative de retour des compétences dans le secteur sanitaire au Ghana

Ce projet vise à réduire les effets négatifs de l'émigration des professionnels de la santé du Ghana en offrant au personnel sanitaire ghanéen établi aux Pays-Bas la possibilité d'être affecté, à court terme, dans des hôpitaux et autres organismes de santé au Ghana, dans l'optique de mettre leurs connaissances, leurs compétences et leur expérience à disposition du secteur sanitaire ghanéen. En outre, les professionnels de la santé au Ghana auront la possibilité d'effectuer des stages dans des hôpitaux aux Pays-Bas, en vue de renforcer la coopération et le partage des connaissances entre les professionnels du pays d'origine et ceux du pays de destination.

Objectif 7 : Fourniture d'habitations provisoires aux personnes déplacées de Banda Aceh

À titre de contribution aux efforts du gouvernement indonésien destinés à promouvoir la relance socio-économique et la reprise des services, le programme de l'OIM met à la disposition des victimes déplacées du tsunami des abris adéquats, première étape vers un retour à la normale. Une collaboration avec le *Research Institute for Human Settlement* du ministère des Travaux publics a conduit à la mise au point d'une unité de logements transitoires. L'aspect lié à la durabilité est garanti, puisque les logements fournis peuvent être facilement déplacés, ajoutés ou adaptés pour un établissement permanent. Les logements sont en outre conformes aux normes Sphère et sont exclusivement produits à partir de bois certifié.

L'enfance écorchée: Yémen

Par Laurentiu Ciobanica, OIM Genève

« Nous avons soif, alors qu'il y a de l'eau de l'autre côté de la frontière ».

Dans cette langue du Yémen si riche en métaphores, Ameen, le chef communautaire du village, nous fait le point en quelques mots.

C'est une histoire de pauvreté, de sacrifice et de survie – le quotidien du Yémen rural, dont beaucoup d'habitants sont tentés par l'émigration. Sa voix monocorde, empreinte de résignation et ses épaules affaissées traduisent le renoncement et les épreuves. Car ceux qui partent étancher cette soif dont Ameen nous parle, ce sont les habitants les plus vulnérables et les plus fragiles du Yémen – ses enfants.

Au départ, le phénomène pouvait se comparer à un ruisseau, puis, au fil des 15 dernières années, c'est devenu un véritable torrent. De plus en plus d'enfants – des garçons surtout – passent la frontière pour gagner l'Arabie saoudite. Ce qui les attend la plupart du temps : l'insécurité, l'exploitation et, pour finir, l'expulsion. Quelques-uns, les plus chanceux, trouvent un boulot pour quelques jours ou, au mieux, quelques semaines. Garder des moutons ou accomplir des travaux ménagers. Cela dit, l'occupation la plus probable – celle qui rapporte le plus –, c'est la mendicité. Elle est d'ailleurs en passe de devenir une « industrie » organisée.

S'ils ont de la chance, les enfants rentrent chez eux avec un peu d'argent. Même dérisoire, cet argent vient accroître les revenus de la famille de 50 à 60 pour cent en moyenne. La plupart des enfants ne toucheront pas la moindre partie de cet argent de la mendicité, et bon nombre d'entre eux se verront extorquer la plus grande part de leur misérable pécule à la frontière. En effet, les gardes de part et d'autre de la frontière ne savent que trop bien la raison de la présence de ces enfants non accompagnés, et ils ont soin de prélever leur dîme.

Ce phénomène touche surtout les gouvernorats du Nord du Yémen, mais des signes montrent que l'intérieur des terres est également touché. On ne peut guère chiffrer précisément le nombre d'enfants concernés. Une étude récente commandée par l'UNICEF et par le Ministère yéménite des affaires sociales et réalisée par le Centre yéménite des affaires sociales et du travail a chiffré à quelque 10 000 le nombre des enfants expulsés durant le premier trimestre de 2004.

On sait moins si ce sont à chaque fois des enfants différents ou les mêmes qui se font prendre à plusieurs reprises. On ne connaît pas non plus le nombre d'enfants qui arrivent à passer la frontière sans se faire intercepter. Et moins encore, les raisons et les modalités exactes de ce phénomène.

Il y a peu de temps encore, le district d'Aflah Al-Sham, dans le gouvernorat de Hajjah, détenait le record peu enviable du plus grand nombre d'enfants partis pour l'Arabie saoudite. Certains villages de montagne très reculés étaient parmi les plus touchés. À la recherche d'explications, une équipe de l'OIM a décidé de se rendre sur place. Ces explications, les membres de l'équipe les ont trouvées facilement.

Même avec une voiture tout terrain, ces villages haut perchés ne sont pas faciles à atteindre. Pour les habitants, cela représente trois dures heures de marche. Nous croisons surtout des femmes sur la route, portant, sous un soleil de plomb, de lourds paquets sur la tête. Bon nombre en ont d'ailleurs perdu leurs cheveux.

Enfin arrivés, nous nous installons aux côtés des chefs du village pour dis-

cuter. Au Yémen, le débat franc et la prise de décision en commun font partie intégrante de la culture.

Oui, pour les enfants, ils sont effectivement au courant. Certains des enfants concernés viennent de familles brisées, monoparentales; d'autres sont orphelins. D'autres encore font ce que font les jeunes du monde entier : ils fuguent. Les parents et les communautés ont du mal à les contrôler tous – d'autant qu'ils ont si peu à leur offrir.

En effet, l'école a failli à sa tâche : sur une population de 50 000 habitants dans le district voisin de Harad, seuls 250 enfants sont scolarisés. Le coût élevé de la scolarité et la violence physique utilisée comme outil « pédagogique » sont au nombre des raisons citées pour expliquer ces chiffres.

Mais la raison la plus simple, et que tout le monde admet, c'est que ni les enfants ni les parents ne voient ce que l'éducation pourrait leur apporter. Il faut huit ans pour compléter le premier cycle scolaire, et les emplois pour ceux qui obtiennent le diplôme sont bien maigres. Et, avec tant de bouches à nourrir et si peu d'argent, peu de familles peuvent s'offrir ce luxe.

C'est triste à dire, mais c'est le plus souvent cette misère qui pousse les enfants à partir. C'est de leur plein gré que les familles envoient leurs enfants à l'étranger. Pour permettre à un enfant de passer en Arabie saoudite, on donne de l'argent à un intermédiaire, soit en espèces, en pourcentage des gains à venir. Cet intermédiaire, ce sera souvent quelqu'un de la communauté, voire de la famille. Enfants et parents savent parfaitement ce qui attend les enfants – l'exploitation et peut-être bien la violence physique, les sévices sexuels. Certains reviendront les mains vides. Mais d'autres reviendront avec de l'argent, multipliant ainsi leurs chances de survivre, et celles de leur famille.

Le Gouvernement yéménite a décidé de prendre des mesures. Mais les besoins sont énormes, et les ressources rares. Le Yémen a demandé l'aide d'organisations internationales, dont l'UNICEF et l'OIM. À la faveur d'un programme plus vaste de l'UNICEF contre le trafic d'enfants, l'OIM va mener une campagne d'information de masse auprès des populations, renforcer les capacités d'accueil d'un nouveau centre pour les enfants victimes de ce trafic et prendre en charge la formation des gardes-frontières. L'action de l'UNICEF portera entre autres sur la collecte de fonds et l'éducation.

La campagne d'information que l'OIM va lancer se fera notamment par l'entremise d'une station de radio régionale, qui diffusera informations et conseils à ce sujet à l'adresse des communautés. La campagne soulignera les dangers et les risques qui accompagnent ces migrations illicites vers l'Arabie saoudite et s'adressera aux parents et aux communautés en les incitant à ne pas renoncer à croire en l'avenir de leurs enfants.

Les gardes frontières de Harad – l'un des principaux points pour le passage en Arabie saoudite – vont être formés à reconnaître le trafic d'enfants et à adapter leur attitude en conséquence. C'est là une première démarche essentielle pour des fonctionnaires qui, jusqu'à présent, ont eu pour ligne de conduite de nier.

Le centre pour enfants expulsés d'Harad accueille 30 enfants – la plupart de sexe masculin. Ce centre est financé conjointement par le Ministère yéménite des affaires sociales et par l'UNICEF ; c'est là que l'OIM va former du personnel à l'aide psychosociale et à l'aide au logement.

Lors de notre visite sur place, nous avons trouvé que les enfants allaient bien, et qu'ils étaient manifestement contents de leur nouveau cadre de vie. Nous avons engagé la conversation sur le football et ils n'ont pas été en peine d'embrayer sur le sujet. Mais lorsque l'un d'entre nous les a interrogés sur ce qu'ils avaient vécu de l'autre côté de la frontière, un silence de mort s'est installé. Finalement, un des enfants a trouvé en lui le courage de prononcer ces quelques mots : « Nous n'avions pas le choix ».

Pour l'OIM et l'UNICEF, ce ne sera pas une bataille facile. Les ennemis sont de taille : extrême pauvreté et sacrifice. Mais c'est une bataille qui vaut la peine d'être livrée. Et gagnée.

« Nous n'avions pas le choix »

Ceux qui vont ailleurs étancher la soif dont parle Ameen, le chef communautaire du village, ce sont les habitants les plus vulnérables et les plus fragiles du Yémen – ses enfants.

© OIM 2005 (Photo: Laurentiu Ciobanica)

La Thaïlande aux prises avec les coûts et les avantages de la migration

Par Chris Lom, OIM Bangkok

Si la Thaïlande s'est hissée au rang de tigre économique asiatique et de destination touristique attrayante, son économie ouverte et sa capacité à tirer profit de la mondialisation y sont pour beaucoup.

Or, d'après une étude récente* réalisée pour le compte de l'OIM et des Nations Unies, c'est justement cette ouverture qui est à l'origine des problèmes complexes auxquels doivent faire face tant le gouvernement que des centaines de milliers de migrants économiques et réfugiés des pays limitrophes, attirés par la richesse et la stabilité relatives de la Thaïlande.

Ce rapport – commissionné par l'OIM pour le compte du Groupe de travail thématique des Nations Unies sur la migration internationale – salue les initiatives des autorités thaïlandaises visant à régulariser la situation de plus d'1,28 million de travailleurs migrants en 2004, mais souligne également que les tendances migratoires en évolution rapide dans de nombreux domaines ont entraîné le décalage de certaines politiques et législations nationales.

Les auteurs du rapport, Jerrold W. Huguet et Sureeporn Punpuing, estiment que la solution devrait être « un système national global de gestion de la migration, doté d'un mécanisme de coordination approprié pour faire face, d'une manière intégrée, à tous les types de migration : demandes d'asile, migration régulière et irrégulière ».

En tête de la liste des priorités, il faudra voir comment trouver une solution à la situation déplorable de quelque 135 000 Birmans déplacés vivant dans neuf camps « temporaires » le long de la frontière avec le Myanmar. En 2001, ces camps ont été fermés aux nouveaux réfugiés. La communauté internationale y fournit abris de fortune, nourriture, éducation et soins de santé, mais leurs occupants ne sont pas autorisés à sortir des camps pour chercher du travail en Thaïlande.

Ainsi, le camp de Tham Hin, dans la province de Ratchaburi, accueille à présent les populations Karen déplacées qui fuient le Myanmar depuis plus de 20 ans. Rares sont les réfugiés qui désirent rester dans le camp mais, tandis que la situation des droits de l'homme au Myanmar demeure difficile, personne ne veut non plus rentrer chez soi.

La solution d'une réinstallation dans un pays tiers n'a pas encore été offerte aux occupants du camp, mais l'OIM a déjà commencé à la mettre en œuvre pour réinstaller 3 600 « Birmans urbains », identifiés comme réfugiés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en 2004. Parallèlement, la réinstallation aux États-Unis d'environ 15 000 réfugiés Lao-Hmong du camp de Wat Tham Krabok, près de Bangkok, a été réalisée pendant la même période dans le cadre de ce programme.

Toutefois, la complexité des relations de la Thaïlande avec le phénomène migratoire en provenance du Myanmar se vérifie au-delà du problème des réfugiés. En juillet 2004, lorsque le ministère de l'Intérieur thaïlandais a décidé de régulariser la migration de main-d'œuvre non autorisée en recensant tous les travailleurs migrants originaires des pays limitrophes, 1 280 000 travailleurs se sont fait enregistrer, dont plus de 70 pour cent en provenance du Myanmar. Un chiffre qui laisse entendre que les migrants birmans représentent une source non négligeable de main-d'œuvre à bon marché dans des secteurs clés de l'économie thaïlandaise.

Suite à cette opération de régularisation, plus de 817 000 travailleurs migrants ont souscrit une assurance maladie et 814 000 personnes, dont environ 600 000 en provenance du Myanmar, 100 000 du Cambodge et 100 000 de la République démocratique populaire lao, ont présenté une demande de permis de travail.

« L'absence de perspectives économiques et de droits civils dans les pays d'origine fait que bon nombre des 1 300 000 migrants [recensés] en Thaïlande désireront probablement rester dans le pays pour une durée indéterminée, indique le rapport. [Cependant] le système politique et gouvernemental en Thaïlande ne leur permet pas de jouir pleinement de tous leurs droits, y compris des droits de base tels que le droit à l'éducation, la liberté de mouvement et la liberté d'association. Pour les travailleurs migrants, le fait de ne pas jouir de ces droits entraîne des pratiques abusives, l'exploitation et la traite », précise le rapport.

Toutefois, les droits des migrants sont considérés comme une vraie question politique en Thaïlande, en raison,

**International Migration est disponible en ligne en format PDF sur le site Internet de l'OIM :* www.iom.int.

Wat Tham Krabok – Réfugiés Lao-Hmong attendant leur réinstallation aux Etats-Unis.

© OIM 2004 - MTH0022 (Photo: Chris Lom)

notamment, de l'expérience des travailleurs thaïlandais à l'étranger. À l'heure actuelle, la Thaïlande exporte près de 150 000 travailleurs dans le cadre de contrats de travail à l'étranger et reçoit, par les canaux officiels, environ 1,5 milliard de dollars par an de remises de fonds. Dans 80 pour cent des cas, il s'agit de jeunes travailleurs, relativement peu instruits, partis pour la plupart dans le golfe Persique.

Le rapport indique en outre que si les travailleurs migrants birmans, lao et cambodgiens – et leurs familles – en possession d'un permis de travail thaïlandais doivent théoriquement jouir des mêmes droits que les travailleurs thaïlandais, cela n'est pas toujours le cas, tant s'en faut. Lors de la régularisation de 2004, plus de 93 000 enfants travailleurs âgés de moins de 15 ans ont été enregistrés. D'après les auteurs de l'étude, les enfants des migrants réguliers ont le droit de fréquenter les écoles thaïlandaises, mais en réalité un très faible pourcentage reçoit une éducation, formelle ou informelle. Apparemment, nombre des enfants plus âgés travaillent sans autorisation et sont souvent exposés à l'exploitation.

Par ailleurs, le rapport souligne que les femmes occupant un emploi de maison, déclaré ou non, sont particulièrement vulnérables aux pratiques abusives et à l'exploitation car la nature de leur emploi, au domicile de l'employeur, crée des situations d'isolement. La législation thaïlandaise actuelle ne prévoit aucune mesure de protection des droits et des conditions d'emploi du personnel de maison, indépendamment de la nationalité.

Tout en admettant qu'il n'existe aucune estimation fiable des migrants originaires des pays limitrophes en situation irrégulière en Thaïlande, les auteurs du rapport soutiennent que leur nombre s'élève vraisemblablement à « plusieurs centaines de milliers », dont une proportion considérable à classer certainement dans la catégorie des victimes de la traite des êtres humains. Citant une enquête réalisée sur les migrants des provinces de Chiang Mai, Tak et Ranong, ils avancent un chiffre de l'ordre de 12 pour cent, indiquant par ailleurs que 5 pour cent des répondants ont déclaré être victimes de prostitution forcée.

Pour terminer, le rapport attire l'attention sur les risques sanitaires associés à la marginalisation des communautés de migrants. L'isolement de la communauté locale, l'éloignement des partenaires réguliers, l'anonymat, l'absence d'accès aux soins de santé et à l'information rendent les migrants extrêmement vulnérables aux infections par le virus HIV et à sa transmission. Les travailleurs de l'industrie du sexe et les marins – deux catégories où les migrants birmans sont bien représentés – sont identifiés comme étant des groupes particulièrement vulnérables.

Citons enfin quelques-unes des recommandations formulées dans le rapport : améliorer les procédures de contrôle des réfugiés à la frontière avec le Myanmar ; utiliser un procédé plus simple et plus économique pour délivrer les permis de travail ; offrir aux migrants et à leurs familles une meilleure information concernant leurs droits ; inviter le ministère du Travail thaïlandais à procéder à des inspections proactives des postes de travail, en vue de garantir le respect des normes en matière d'emploi ainsi que l'entrée en vigueur d'une législation visant à lutter contre la traite ; réaliser des programmes d'information et de prévention sur le VIH/SIDA visant les populations mobiles et difficiles à atteindre, y compris des programmes d'intervention transfrontaliers.

Samut Sakhon – Des travailleuses birmanes immigrées ouvrent des moules.

© OIM 2005 (Photo: Molly Angstman)

Les migrants invisibles :

Migrations internes, développement et lutte contre la pauvreté en Asie

Par Dina Ionescu, OIM Genève

Ils sont des millions à se déplacer chaque année et pourtant on ne les voit pas.

Si les migrations internationales ont une grande visibilité, les migrations internes restent souvent de grandes inconnues. Les chiffres sont pourtant impressionnants : 232 millions de migrants internes estimés en Inde, 121 millions en Chine, essentiellement vers les centres urbains. Pour mémoire, le stock de migrants internationaux à l'échelle mondiale s'élevait en 2000 à 175 millions de personnes, dont 44 millions de migrants internationaux pour l'Asie[1].

Une notion ample et complexe

Plus encore, ces statistiques sous-estiment même la réalité des flux migratoires internes, le concept n'étant pas toujours facile à cerner. Les migrations internes comprennent tous les types de mouvements de la population : rural à rural, rural à urbain, urbain à urbain et urbain à rural. La notion saisit aussi les variations de durée, en intégrant les migrations permanentes comme celles temporaires et saisonnières. En Inde par exemple, on estime que les travailleurs migrants saisonniers seraient entre 15 et 20 millions de personnes (Western India Rain Fed Forrest Project.) Une très grande partie des mouvements, en particulier dans le secteur informel, échappe à toute statistique.

La notion de « migration interne » s'apparente à la notion de « mobilité de la population », mais ne doit pas être confondue avec celle de « mobilité de la main d'œuvre » qui ferait oublier que l'un des premiers facteurs de mobilité reste tout simplement … le mariage.

En Asie, les migrations internes sont marquées par un surcroît de mouvements saisonniers, avec pour certaines villes une forte croissance de leur population pendant la saison sèche. Pour certains pays asiatiques néanmoins, les migrations internes restent en très grande partie rurales comme en Inde (62 %), au Népal (68 %) et au Cambodge (72 %).

Bien que les migrations internes soient un facteur qui contribue à l'urbanisation, les deux phénomènes sont bien distincts. Il est difficile de mesurer l'apport net de la migration interne dans le processus d'urbanisation, qui inclut la croissance naturelle de la population urbaine. Les projections des Nations Unies (UN 2003) estiment qu'en 2030 l'Asie englobera plus de 50 pour cent de la population urbaine mondiale, ces projections étant justement liées au développement économique de la région. En effet, historiquement, l'industrialisation a toujours été accompagnée par des migrations vers les centres urbains.

Précarité et fragilité

Qu'ils soient poussés par les catastrophes naturelles, la pauvreté, le chômage et la disette ou bien attirés par des perspectives meilleures, les perspectives de développement sont au cœur de la vie de ces migrants.

Si l'objectif est d'accéder à un cercle vertueux par une recherche d'opportunités nouvelles, la migration interne peut aussi exacerber l'exclusion et la vulnérabilité. En effet, bien

1. Toutes les données citées dans cet article proviennent de la publication *Migration, Development and Poverty Reduction in Asia*, OIM, 2005.

Des marchands de rue à Lanzhou.

© OIM 2005 (Photo: Dina Ionescu)

souvent les migrations internes sont synonymes de conditions de vie et de travail déplorables. La pauvreté est dans ces cas là transférée du monde rural au milieu urbain, avec de surcroît un endettement familial pour permettre la migration.

De plus, les populations migrantes n'ont pas accès à des services de base qui sont accordés selon le principe de résidence. La dislocation des cellules familiales est aussi à prendre en compte. La situation se dégrade encore davantage lorsque l'on prend conscience de l'ampleur de la traite de personnes, auquel les migrants sont d'autant plus vulnérables de par leur fragilité économique et sociale.

Les migrants internes comme vecteurs de développement

L'enjeu pour les gouvernements est donc de favoriser la « bonne » migration, celle qui enclenchera le cercle vertueux de la croissance économique et du progrès social.

On remarquera tout d'abord que les pays à forte migration interne sont aussi ceux dont le niveau de pauvreté a chuté de façon plus ou moins spectaculaire, de 59 pour cent en 1988 à 43 pour cent en 2000 pour le Bangladesh, de 58 pour cent en 1993 à 37 pour cent en 1998 pour le Viet Nam.

On estime par ailleurs qu'en Chine 16 pour cent de l'augmentation du PNB depuis 1990 est due aux migrations du travail. Au Bangladesh on a constaté que 80 pour cent des travailleurs employés dans le secteur de la confection, qui n'avaient aucun revenu avant la migration, sont passés au-dessus du seuil de pauvreté. A l'inverse, pendant la crise asiatique des années 90, les migrations internes ont largement chuté et de nombreux migrants ont rejoint leurs lieux d'origine, provoquant une croissance massive des taux de chômage.

Les migrations internes forment une partie intégrale des stratégies individuelles et familiales de développement, de nombreuses familles optant pour un double revenu rural et urbain, et ayant recours aux transferts de fonds. En Inde, au Cambodge et au Viet Nam, ces transferts ont contribué à l'amélioration de l'alimentation quotidienne, de l'habitat et de l'éducation, agissant comme des filets de sécurité sociale. Les transferts internes semblent dirigés vers les régions et les familles les plus pauvres, contrairement aux transferts internationaux, qui accentuent les différences entre régions pauvres et riches.

Il est très difficile de généraliser la nature des liens existants entre migrations internes et développement, étant donné la multiplicité des facteurs entrant en jeu. Par exemple, on considère que les migrants qui retournent dans leurs régions d'origine ont acquis un nouveau savoir-faire, mis de côté des économies et côtoyé d'autres modèles culturels et sociaux. Toutefois, un secteur bancaire faible ou un excès de bureaucratie peuvent contribuer à une perte de ces acquis migratoires.

Au Sri Lanka, par exemple, les femmes migrantes bénéficient incontestablement sur le court terme de l'expérience migratoire qui est vécue comme un facteur d'émancipation, mais à plus long terme ces acquis souffrent de structures sociales traditionnelles pesantes.

Les enjeux politiques : comment favoriser les effets positifs des migrations ?

Malgré les liens certains existant entre migration et développement, les migrations internes ne sont que rarement formellement intégrées dans les stratégies de réduction de la pauvreté ou dans les politiques nationales et locales de développement économiques.

Une prise en compte des réalités de la migration interne dans ces politiques favoriserait un développement intégré, où politiques urbaines et rurales se complèteraient et où les paramètres de mobilité seraient inclus dans les stratégies de développement.

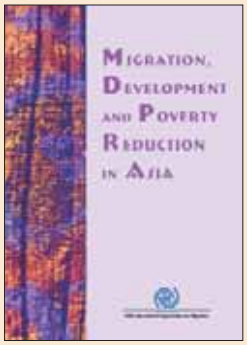
Par ailleurs, n'oublions pas que pour nombre de personnes, la migration reste un parcours individuel semé d'embûches, et que le développement au niveau macro économique ne peut se faire aux dépens des migrants, qui ne doivent pas être les laissés pour compte du développement.

Des politiques d'information et de préparation à la migration, de protection et de soutien aux familles des migrants sont donc nécessaires. Il s'agit non seulement de rendre ces groupes visibles dans les préoccupations politiques, mais aussi de faire entendre leurs voix.

Pour finir, imaginons un instant que les migrations internes n'existent pas. Les plus pauvres resteraient dépendants d'une agriculture locale peu productive, le morcellement des terres s'intensifierait et les marchés du travail resteraient engorgés. De plus on ne pourrait même pas bouger pour aller se marier… Qu'on se le dise, les migrations sont bien une histoire de développement !

Pour plus d'informations sur les migrations internes et le développement en Asie consultez : http://www.iom.int/chinaconference/

Migration, Development and Poverty Reduction in Asia



Les versions précédentes des documents compris dans ce volume ont été présentées lors de la Conférence régionale sur la migration interne et le développement en Asie, organisée à Lanzhou (Chine) du 14 au 16 mars 2005.

Si le rôle potentiel de la migration en tant que moteur du développement bénéficie d'un intérêt croissant, celui-ci tend à se concentrer principalement sur la migration internationale. En dépit de son importance politique déterminante, la migration interne a quelque peu été reléguée au second plan. L'un des principaux objectifs de la conférence de Lanzhou était d'identifier des manières plus efficaces pour accroître les avantages de la migration interne, en termes de réduction de la pauvreté et de développement, et examiner comment les compléter par des stratégies visant à garantir aux migrants des conditions d'emploi décentes et un accès aux services socio-sanitaires.

274 pages – US$ 35 – ISBN 978 92 9068 248 6

International Dialogue on Migration N° 6 – Health and Migration: Bridging the Gap

Cette publication présente en détail le large éventail de questions examinées au cours du séminaire sur le thème « santé et migration », organisé à Genève du 9 au 11 juin 2004 et coparrainé par l'Organisation mondiale pour la santé et les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC). Des groupes d'experts ont animé le débat autour de sujets tels que l'évaluation des conditions sanitaires des candidats migrants, la nécessité d'investir dans la santé mentale des migrants, l'accès aux soins de santé pour les migrants en situation irrégulière et la migration des professionnels de la santé. Les échanges de vues reportés dans les différents chapitres de ce volume présentent les principaux défis et domaines pour une réforme politique, à savoir notamment la nécessité de mettre en place des programmes de soutien, renforcer la capacité locale, partager les informations et diffuser les meilleures pratiques.

134 pages – US$ 16 – ISSN 1726-2224

Nouveau titres !

Data and Research on Human Trafficking: A Global Survey

Désormais devenue une entreprise mondiale, la traite des êtres humains constitue une source de bénéfices inépuisable pour les trafiquants et la criminalité organisée. À l'origine d'innombrables violations des droits de l'homme, elle pose de sérieuses difficultés aux gouvernements. Un problème qui, en dépit de son ampleur, n'a attiré que récemment l'attention des décideurs politiques.

D'après cette étude concernant la recherche et les données sur la traite des êtres humains, en dépit d'une littérature spécialisée de plus en plus fournie sur le thème de la traite dans le monde, très peu d'analyses s'appuient sur une recherche élargie et empirique. Il en découle que les informations permettant de quantifier avec exactitude les victimes de la traite demeurent très incomplètes. Ce volume comprend neuf chapitres régionaux et trois chapitres portant sur les aspects méthodologiques. Un certain nombre de solutions destinées à améliorer la recherche et les données sur la traite des êtres humains sont en outre proposées.

342 pages – US$ 35 – ISBN 978 92 9068 240 X

L'Agenda international pour la gestion des migrations

Le processus de l'Initiative de Berne a été lancé par le Gouvernement suisse en 2001. En 2003, l'Initiative de Berne a produit une étude sur les normes juridiques internationales en matière de migration, ainsi qu'une compilation des déclarations internationales significatives concernant le phénomène migratoire. *L'Agenda international pour la gestion des migrations* est le nouvel ouvrage d'importance majeure de l'Initiative de Berne. Il devrait aider les praticiens du domaine migratoire au sein des administrations nationales à mettre au point des mesures de gestion efficaces en la matière. Dépourvu de tout caractère obligatoire, il n'en constitue pas moins un instrument de référence complet pouvant favoriser le dialogue, la coopération et le renforcement de potentiel aux niveaux national, régional et mondial.

L'Agenda international pour la gestion des migrations reflète la perception qu'ont les Etats de la question migratoire, partout dans le monde. Ses principaux éléments constitutifs ont été élaborés tout au long d'un processus de consultations entre les Etats de toutes les régions, dans l'entier respect de leur souveraineté en la matière, et avec le concours d'autres parties prenantes sur la scène migratoire.

Publication trilingue en anglais, français et espagnol.

228 pages – Gratuit – ISBN 978 92 9068 251 6

La liste des publications de l'OIM est disponible en ligne à l'adresse Internet suivante :

http://www.iom.int

Les publications de l'OIM sont à commander à l'adresse suivante :

Organisation internationale pour les migrations, Unité recherche et publications
17 route des Morillons, CH-1211 Genève 19, Suisse
Tél : +41.22.717 91 11, Fax : +41.22.798 61 50, E-mail : publications@iom.int

Il est en outre possible de se procurer les publications de l'OIM dans les bureaux de vente des Nations Unies :
E-mail : unpubli@unog.ch (Genève) ou publications@un.org (New York)